**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS:**  Côte d'Ivoire

**TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL :** ANNUEL

**ANNEE DE RAPPORT:**  Du 01/11/2019 au 31/10/2020

|  |
| --- |
| **Titre du projet:**   Engagement transfrontalier entre la Côte d'Ivoire et le Libéria pour renforcer la cohésion sociale et la sécurité frontalière - Phase II  **Numéro Projet / MPTF Gateway:** 00118347  00118347    |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):** [ ]  Fonds fiduciaire pays[ ]  Fonds fiduciaire régional**Nom du fonds fiduciaire:**       | **Type et nom d'agence récipiendaire:** **RUNO** OIM**(Agence coordinatrice)** RUNO  PNUD                    |
| **Date du premier transfert de fonds:**   '20/01/2019   **Date de fin de projet:**  24 mois (31 Décembre 2021)  **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre? 24 mois (31 Décembre 2021)** |
| **Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:**[ ]  Initiative de promotion du genre[ ]  Initiative de promotion de la jeunesse[ ]  Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)[x]  Projet transfrontalier ou régional |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):** **Agence récipiendaire Budget**  OIM  $  777049.18  PNUD  $  722950.8200000001     $        $     Total: $  1500000  Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet: 24%\*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\***Budgetisation sensible au genre:**Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes:  955 611,61Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu'à maintenant pour les activités dédiées à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes:  90 000 |
| **Marquer de genre du projet:**  Le projet garantira que la participation des femmes sera prise en compte dans la planification et l'exécution des activités. Outre l'intégration de la dimension de genre, certaines activités cibleront spécifiquement les femmes, en tenant compte du rôle cr **Marquer de risque du projet:**  1 **Domaine de priorité de l'intervention PBF (« PBF focus area »):**  2.3  |
| **Préparation du rapport:**Rapport préparé par: Emile KRARapport approuvé par:  - Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: Oui |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères):

*Le projet est entré dans sa phase active avec l’achèvement des activités préparatoires notamment les missions conjointes d’information et de mobilisation des différents acteurs ainsi que le recrutement des partenaires de mise en œuvre au niveau local. Au total, sept partenaires mettent en œuvre au niveau local des activités de rapprochement communautaires notamment des formations, des réhabilitations d'infrastructures sociales, des activités socio-culturelles et sportives. L’ensemble des parties prenantes locales notamment, les leaders de communautés, d’associations de jeunes et de femmes, le corps préfectoral et les responsables d’administration démontrent leur engagement et implication dans la mise en œuvre des activités du projet. A titre d’exemple, le responsable de la Commission Nationale des Droits de l’Homme (CNDH), le Directeur du Centre Social et le Commissaire Adjoint de Tabou se sont rendus disponibles pour animer conjointement, en fonction de leur spécialité, une formation au bénéfice de comités de protection et de paix (CPP), soit respectivement sur : 1) la Cohésion Sociale, le civisme et citoyenneté, de droit de l’homme, 2) les violences basées sur le genre (VBG) et 3) les procédures frontalières. A cause de la fermeture des frontières ivoiriennes toujours en vigueur, l’accent mis sur les activités internes. Cependant, le taux d’exécution du projet, en termes d’efforts déjà réalisés, se situe à environ 40%.*

Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères):

*Dans les six prochains mois, les activités internes entamées et qui n’ont pas été finalisées se poursuivront. Il s’agit des activités de rapprochement communautaire et de renforcement des infrastructures sociales de base. A ces activités déjà en cours s’ajouteront la réalisation des travaux de réhabilitation dans les postes frontières en fournissant l'équipement nécessaire pour renforcer les capacités des acteurs clés ainsi que pour répondre aux besoins des femmes.
En dépit de la fermeture des frontières, les préparatifs des activités conjointes d’envergure vont également être poursuivis. Ce sont d’une part, l’organisation d’une simulation de crise potentielle à la frontière pour établir des corridors humanitaires et assurer le maintien des besoins économiques essentiels et d’autre part, l'organisation et l'institutionnalisation de patrouilles conjointes et transfrontalières par les services de sécurité des deux pays au niveau local.*

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n'est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l'objectif principal du projet. (limite de 1500 caractères):

*Contrairement à d’autres localités du pays, les zones cibles du projet n’ont enregistré aucun cas majeur de violence pré et post-électorale à la suite du mot d’ordre de désobéissance civile lancé par l’opposition ivoirienne le 20 septembre dernier. Or, les départements de Tabou, Taï, Toulepleu et Danané couverts par le projet, ont constitué de foyers d’extrêmes violences lors des différentes crises politiques et électorales précédentes. Cet environnement apaisé est, certes, le fruit de plusieurs actions concertées, mais les ressources du projet ont fortement contribué à ce résultat. Par exemple, le projet a soutenu les séances de dialogue et d'échanges entre le corps préfectoral et les leaders d’opinions pour gagner le pari de "zéro violence liée aux élections". Fort de cela, les membres des Cellules Civilo-Militaires et des Comités de Protection et de Paix dont les capacités ont été renforcées ont investi le terrain pour mener des activités de sensibilisation de proximité auprès de toutes les composantes de la population pour des élections apaisées et non violentes. Les radios locales ont également été mises à contribution pour relayer les messages sur la nécessité du vivre ensemble et de bannir les discours et comportements de haine conduisant à l'escalade de la violence.*

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (limite de 2000 caractères):

*Bien que le projet est à mi-parcours de sa mise en œuvre, son impact humain est néanmoins perceptible à bien d'égards. Par exemple, la réhabilitation et la construction de plusieurs infrastructures sociales répondent aux besoins immédiats des populations locales. C'est le cas notamment pour la remise en état de plusieurs pompes hydrauliques qui permettent désormais à plus de 15 000 personnes de se ravitailler en eau potable. C'est très reconnaissante que la présidente des femmes de Ligueuleu 2 s'est exprimée lorsque de nouveau, l'eau est sortie de leur unique pompe en panne il y a de cela deux ans : " Nous remercions tous ceux qui ont aidé à la réparation de notre pompe. C'est l'eau du fleuve que nous étions obligés de boire. Cela a causé beaucoup de diarrhée parmi les enfants et même certains en sont morts."*

**Partie II: Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

*.*

* *“On track” – il s'agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat 1:** Confiance accrue entre les institutions étatiques et les communautés cibles des zones transfrontalières

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:on track

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

 Des avancées notables ont été enregistrées dans le sens de l’atteinte de ce résultat.
Au titre du résultat intermédiaire portant sur le renforcement des mécanismes existants de collaboration entre les services de sécurité et de la société civile, un atelier de renforcement des capacités et de planification conjointe des activités des Cellules Civilo-Militaires (CCM) des départements de Tabou, Taï, Toulepleu et de Danané a été organisé. Ce sont 42 leaders communautaires, forces de sécurité et autorités locales qui ont été outillés sur la méthodologie du diagnostic socio-sécuritaire et l’élaboration d’un plan d’action. Cet atelier a permis de définir les axes d’interventions en lien avec le contexte socio-sécuritaire de chaque localité et de planifier les interventions pour le renforcement de la collaboration entre les civils et les militaires. En termes de résultat immédiat, les connaissances acquises par les participants ont été mises à profit dans le cadre leur communication et interaction avec les diverses couches sociales pour des élections apaisées et sans violence dans leurs différentes circonscriptions. En outre, chaque CCM est invité à mettre en œuvre les activités découlant de son plan pour renforcer aussi bien la confiance et la collaboration avec les populations locales, mais également interagir avec leurs homologues libériens à travers des rencontres régulières et des initiatives de sensibilisation conjointes.
Toujours dans le cadre du renforcement de la capacité des acteurs gouvernementaux à mieux répondre à l’épidémie COVID-19, la lutte contre la traite des personnes et le trafic illicite des migrants à travers une gestion rigoureuse des frontière, 18 agents des services d’immigration (Police) et de la santé en charge du contrôle des flux migratoires et de la prévention des maladies ont été formés sur les procédures opératoires standards pour les agents frontaliers de première ligne aux points d’entrée officiels. La formation a également porté sur l’utilisation de tablettes configurées pour collecter, stocker et traiter les données recueillies auprès des passagers. Au terme de la formation, deux tablettes ont été remises aux participants pour les postes de Prollo, Daobly, Pekan et Gbeunta.
Plusieurs autres activités d’interaction entre les institutions étatiques et les populations locales se poursuivent. Il s'agit notamment de journées portes ouvertes visant à rapprocher et à sceller la collaboration entre les populations civiles et les forces de l’ordre afin de contribuer ensemble à un environnement apaisé et sécurisé.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Afin de s’assurer de prendre en compte les besoins des femmes et des jeunes, un pourcentage d’au moins 40% est exigé aussi bien pour la composition des membres des différents mécanismes à mettre en place ou à renforcer que des participants invités aux ateliers de formation et de renforcement de capacité. De plus, avant la mise en œuvre d’une activité qui requiert la participation et l’implication directes des femmes et jeunes, leurs avis et suggestions sont toujours demandés.

**Résultat 2:**Réduction des tensions par le règlement des principaux griefs, y compris les litiges fonciers, entre les communautés cibles des zones transfrontalières

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:on track

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

Plusieurs initiatives ont été réalisées sur la période afin de réduire les tensions par le règlement pacifique et préventif des principaux griefs. Ainsi, le projet a contribué :
D’une part, à renforcer les mécanismes locaux de prévention et de gestion des conflits. A cet effet, une série de formations sur les thématiques variées a été réalisée. D’abord, 30 membres de 13 comités de paix ont été formés en prévention et gestion des conflits, les Droits de l’Homme, les violences basées sur le genre, les procédures frontalières ; ensuite 90 leaders communautaires dont 60 jeunes et 25 femmes ont été formés en prévention et gestion des conflits, en gestion de l’information et des rumeurs et le système d’alerte précoce à Taï, Toulepleu et Danané ; enfin, ce sont 60 leaders communautaires des Unités conjointes de sécurité et de restauration de la confiance de Taï-Tempo et de Toulepleu-Zwedru qui ont été formés en prévention et gestion des conflits et les techniques de médiation. Toutes ces formations sont suivies de séances de restitution au sein des communautés respectives des participants.
D’autre part, à renforcer l’accès des communautés aux infrastructures sociales de base capable d’affermir la dynamique communautaire. A travers un processus participatif et inclusif prenant en compte les besoins des hommes, des jeunes et des femmes, plusieurs ouvrages identifiés dans les localités cibles sont réalisés ou en cours de réalisation. Il s’agit, entre autres, de la construction des marchés de Daobly et Toulepleu, la construction d’un canoé motorisé pour faciliter les traversées entre les villages de Bliéron, de Dohouba et les villages miroirs au Libéria, la réhabilitation de pompes hydrauliques, etc. Tous ces ouvrages sont réalisés dans l’objectif de renforcer la cohésion au niveau local afin construire et maintenir un climat de paix entre communautés. Également, la construction de marché dans des villages frontaliers contribue à renforcer les échanges commerciaux entre les communautés de part et d’autre de la frontière, et notamment, de contribuer au renforcement de l’autonomisation économique des femmes. En témoignent les propos de la présidente de femmes commerçantes de Daobly : « nous organisons toujours notre marché ici, les Libériens viennent s’approvisionner dans ce marché où les conditions ne sont pas réunies. La construction de ce marché permettra non seulement d’organiser nos activités commerciales mais aussi d’échanger régulièrement avec nos frères et sœurs du Libéria. »

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Les femmes jouent aussi un important rôle au sein des mécanismes de prévention et gestion des conflits. Ainsi, une représentativité de (40%) a été exigée dans les différents comités mis en place. Cette présence permet d’adresser les questions spécifiques des femmes au cours des réunions organisées. Par ailleurs, les ONGs partenaires ont été fortement invitées à prendre en compte le critère du genre dans la mise en œuvre des activités.
Par ailleurs, plusieurs initiatives de promotion des droits des femmes ont été engagées. Il s’agit, entre autres, de sessions de formation sur la lutte contre les violences basées sur le genre, le financement des activités génératrices de revenu au profit des groupements exclusivement composés de femmes et la construction de marchés animés pour la plupart par les femmes. Par exemple, la construction des marchés à Daobly et de Toulepleu découle des consultations effectuées avec les femmes exerçant dans le commerce transfrontalier.

**Résultat 3:**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:-

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

-

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

-

**Résultat 4:**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:-

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

-

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

-

**Partie III: Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi:** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)*Le suivi effectué au cours de la période fait état du déroulement harmonieux du projet sur le terrain. A travers les rapports périodiques fournis par les partenaires de mise en œuvre, on note l'implication des responsables des services publics dans la mise en œuvre des activités ; En outre, à travers les communications régulières avec les autorités locales, en l'occurrence le corps préfectoral, ces derniers affirment être régulièrement consultés par les partenaires d'exécution pendant les préparatifs des activités mais également informés au terme de leur réalisation. En somme, n'eut été la fermeture des frontières, des progrès auraient été constatés sur tous les indicateurs. Néanmoins, il reste encore du temps pour achever le projet dans les délais contractuels.*  | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence? OuiLe projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires? Oui |
| **Evaluation:** Est-ce qu'un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport?Non | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire): 50Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l'évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)*:  '-   |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | Nom de donnateur: Montant ($):Coopération Allemande 3000000   |
| **Autre**: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères) |  Comme déjà évoqué, les localités de la zone du projet n’ont pas enregistré de violences liées aux élections présidentielles en Côte d’Ivoire. Cependant, eut égards aux expériences douloureuses de la crise post-électorales 2010-2011 et la persistance de rumeurs d’attaque intercommunautaire, plusieurs milliers de personnes parmi les populations autochtones ont franchi la frontière pour s’abriter au Libéria. Le département de Toulepleu a enregistré le plus grand nombre de déplacés. Pour ramener la quiétude face à la panique généralisée, l’Unité Conjointe de Sécurité et de la Restauration de la Confiance (UCSRC), l’un partenaire de mise en œuvre du projet dans le département de Toulepleu, a collaboré étroitement avec des leaders de jeunesse réunis au sein d’une plateforme. Ensemble, ils ont sillonné villages et hameaux du département pour sensibiliser leurs parents sur les dangers liés aux fausses informations notamment la noyade d’au moins six personnes occasionnées par l’utilisation d’embarcations de fortune pour la traversée du fleuve Cavally en crue en cette période-ci. Également, cette équipe s’est rendue en terre libérienne pour évaluer les conditions dans lesquelles se trouvent ces déplacés, tout en les exhortant au retour. Il est à noter que les UCSRC sont des structures opérationnelles de l’Union du Fleuve Mano et l’existence de ces unités dans les deux pays est un atout pour le contact et la communication dans le cadre des activités conjointes.  |

**Partie IV: COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19.*

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

$ 50000

1. Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

 -

1. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

☒ Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

☒ Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

☒ Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

☒ Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

☐ Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

[ ]  Autres (veuillez préciser):  -

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

 Au cours du mois juin, la Côte d’Ivoire a enregistré le plus grand nombre de cas de personnes testées positives à la Covid-19. Ces statistiques communiquées quotidiennement ont suscité une grande frayeur au sein de la population en général, de sorte que tout nouvel arrivant dans une localité est considéré comme un potentiel porteur du coronavirus. Cet état de fait n’a pas échappé aux habitants du village de Ziouébli dans le département de Zouan-Hounien. La crainte de la contagion conjuguée au non-respect des mesures gouvernementales de fermeture des frontières ont conduit les jeunes de cette localité à séquestrer, une journée entière, six libériens ayant traversés clandestinement la frontière, en provenance du village miroir Beoulé. Informés de cette situation, les libériens ont, à leur tour, fait retourner de force une femme ivoirienne qui séjournait dans ce village pour ses soins de santé. Ces actes de discrimination et de replis xénophobes ont été rapidement circonscrit grâce à l’action des membres du comité conjoint de règlement de conflit de la zone. De plus, ce village a bénéficié des activités de sensibilisation réalisées par projet pour contribuer à la lutter contre la propagation contre de la Covid-19. Les messages véhiculés ont, à la fois, mis l’accent sur le respect des mesures barrières mais également sur la promotion des relations de bon voisinage et l’abandon des discours et comportements de haine.

**Partie IV : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de donnée** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d'indicateur/ milestone** | **Progrès actuel de l'indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1**Confiance accrue entre les institutions étatiques et les communautés cibles des zones transfrontalières  | Indicateur 1.1Pourcentage de membres de la communauté dans la zone cible identifiée indiquant leur confiance dans les acteurs de la sécurité et les mécanismes de l'État civil dans leur capacité à prévenir les conflits (données désagrégées par âge, sexe, zone cible et pays) | 68% | 90% |  | Les activités sont en cours et l’évaluation permettra de déterminer cette proportion (chiffre clé:0) |  |
| Indicateur 1.2Pourcentage d'agents de sécurité et d'autorités locales dans la zone cible identifiée indiquant une collaboration entre les acteurs de sécurité et les membres de la communauté (données ventilées par âge, sexe, zone cible et pays) | 70% | 90% |  - 2021: 90  | L’évaluation permettra de déterminer cette proportion (chiffre clé:0) |  |
| Indicateur 1.3Nombre de conflits résolus chaque année par des mécanismes de collaboration civilo-militaire dans les pays respectifs (CMC et CSC) et entre les deux pays. | 5 | 25 |  | Projet en cours (chiffre clé:0) |  |
| Produit 1.1Les mécanismes existants de collaboration entre les services de sécurité civile sont renforcés.  | Indicateur 1.1.1Nombre de mécanismes de collaboration civilo-militaire (CMC et CSC) établis ou améliorés  | 8 en Côte d'Ivoire et au Libéria (phase précédente | 8 |  - 2021: 8  | 4 CCM ont été renforcés (chiffre clé:4) |  |
| Indicateur 1.1.2Nombre de réunions conjointes régulières du CMC et du SCC entre les collectivités miroir | 0 réunions tenues (le CSC du Libéria ne faisait pas partie du projet précédent) | 6 réunions conjointes de coordination |  | En cours (chiffre clé:0) | En attente de l'ouverture des frontières |
| Indicateur 1.1.3Nombre de participants aux réunions régulières du CMC et du CSC dans les pays respectifs, y compris les femmes, les jeunes et les réfugiés (données ventilées par âge, sexe, région cible et pays) | 40 | 60 |  | En cours (chiffre clé:0) | En attente de l'ouverture des frontières |
| Produit 1.2Renforcement des capacités des autorités locales, des forces de sécurité, des responsables de la gestion des frontières et des principaux acteurs gouvernementaux en matière de gestion des frontières en vue de prévenir les conflits.  | Indicateur 1.2.1Évaluation de la perception, avant et après le projet, des capacités des autorités compétentes en matière de contrôle des frontières et de prévention des conflits  | 0 | 2 (Avant et après) |  | L'étude est en cours de finalisation. Le rapport sera disponible courant novembre (chiffre clé:0) |  |
| Indicateur 1.2.2Nombre d'unités frontalières et administratives remises en état et équipées pour assurer la prestation des services de base  | 4 | 10 |  | Des matériels et équipements sanitaires pour la lutte contre la COVID ont été remis aux postes frontières et à la communauté. Les autres besoins identifiés feront l'objet de réhabilitions au cours des prochains mois (chiffre clé:0) |  |
| Indicateur 1.2.3Nombre d'autorités locales, de forces de sécurité, d'agents chargés de la gestion des frontières et d'acteurs gouvernementaux clés ayant une meilleure connaissance de la gestion des frontières et de la prévention des conflits. | Formation de 560 agents des forces de sécurité et dirigeants communautaires (phase précédente) | Au moins 800 dirigeants communautaires et agents de sécurité ont amélioré leurs connaissances. |  | Une formation des agents de police et de l'INHP sur l'utilisation des tablette pour le référencement des passagers aux frontières et la lutte contre la traite des personnes et le trafic illicite des migrants a touché 18 personnes dont 14 policiers et 4 agents de santé.Les autres formation se fera par le biais des subventions au partenaires. rapport en cours (chiffre clé:578) |  |
| Produit 1.3  | Indicateur 1.3.1  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 1.3.2  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 1.3.3  |   |   |   |   |   |
| Produit 1.4  | Indicateur 1.4.1  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 1.4.2  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 1.4.3  |   |   |   |   |   |
| **Résultat 2**Réduction des tensions par le règlement des principaux griefs, y compris les litiges fonciers, entre les communautés cibles des zones transfrontalières  | Indicateur 2.1Nombre de litiges et de conflits enregistrés par les autorités locales auprès des comités locaux de paix (CPPC et CPC) pendant la durée du projet  | 0 | 20 |  |  (chiffre clé:0) |  |
| Indicateur 2.2Pourcentage de conflits et de conflits résolus pacifiquement par les comités locaux de paix (CPPC et CPC) (A Valider) | 60% | 90% |  - 2021: 90  | Le projet est en cours (chiffre clé:0) |  |
| Indicateur 2.3Pourcentage de membres de la communauté dans la zone cible identifiée indiquant une coopération et une cohésion sociale accrues entre les communautés transfrontalières et des mécanismes renforcés de prévention des conflits au niveau communautaire (données ventilées par âge, sexe, zone cible et pays) | 70% | 90% |  | L’évaluation permettra de déterminer cette proportion (chiffre clé:0) |  |
| Produit 2.1Renforcement des plateformes de prévention des conflits et de règlement des différends pour le dialogue, la résolution conjointe des problèmes et la coopération, y compris les femmes, les jeunes et les réfugiés, au niveau communautaire | Indicateur 2.1.1Nombre de comités (CPPC et CPC) établis/consolidés et durables  | Conseils de sécurité de comté établis au Libéria (1 comté dans chacun des comtés de Grand Gedeh et de Nimba) 16 comités de paix et de protection des villages en Côte d'Ivoire ; 12 comités de protection de la paix et 6 comités transfrontaliers au Libéria (trois par comté). | 32 comités de paix et de protection des villages en Côte d'Ivoire ; 15 comités de protection de la paix au Libéria et 6 comités transfrontaliers au Libéria (trois par comté). (compte tenu de l'objectif du projet précédent : 16 de plus et 12 de plus par pays) |  | 4 Nouveaux comités ont été installé (2 à Tabou, 1 à Taï et 1 à Touleupleu) (chiffre clé:40) |  |
| Indicateur 2.1.2Nombre de participants formés et capables de résoudre et de prévenir les conflits grâce à des connaissances et des expériences accrues (données ventilées par âge, sexe, zone cible et pays) | 0 | 120 participants (4 séances de 30)  |  | 180 Personnes ont été formées (chiffre clé:180) |  |
| Indicateur 2.1.3Nombre de participants aux réunions ordinaires des CPPC et des CPC dans leurs pays respectifs, y compris les femmes, les jeunes et les réfugiés (données ventilées par âge, sexe, zone cible et pays) | 60 | 120 |  | en cours (chiffre clé:0) |  |
| Produit 2.2Accroître les échanges pacifiques entre les communautés transfrontalières grâce à des initiatives sociales, culturelles et économiques conjointes | Indicateur 2.2.1Nombre d'infrastructures transfrontalières de base (pompes à eau, petits bacs, canoës motorisés) facilitant la cohésion et l'engagement communautaire réhabilité | 4 (phase précédente) | 10 (5 pour chaque pays, dont 6 de la phase actuelle) |  | Les besoins sont identifiés et 5 infrastructures sont en cours de réhabilitation (chiffre clé:0) |  |
| Indicateur 2.2.2Évaluation des perceptions des femmes concernant une meilleure participation socio-économique et une meilleure connaissance des questions relatives à la violence sexuelle  | 0  | 1 |  |   |   |
| Indicateur 2.2.3Nombre de matériels d'information, d'éducation et de communication (IEC) produits sur la coexistence pacifique et la cohésion sociale avant les élections de 2020 dans les deux pays  | 0 | 10 IEC par pays |  | Des dépliants, affiches et autocollants on été faits dans le cadre de la COVID. Les autres sont en cours. (chiffre clé:3) |  |
| Produit 2.3  | Indicateur 2.3.1  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 2.3.2  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 2.3.3  |   |   |   |   |   |
| Produit 2.4  | Indicateur 2.4.1  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 2.4.2  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 2.4.3  |   |   |   |   |   |
| **Résultat 3**  | Indicateur 3.1  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 3.2  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 3.3  |   |   |   |   |   |
| Produit 3.1  | Indicateur 3.1.1  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 3.1.2  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 3.1.3  |   |   |   |   |   |
| Produit 3.2  | Indicateur 3.2.1  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 3.2.2  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 3.2.3  |   |   |   |   |   |
| Produit 3.3  | Indicateur 3.3.1  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 3.3.2  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 3.3.3  |   |   |   |   |   |
| Produit 3.4  | Indicateur 3.4.1  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 3.4.2  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 3.4.3  |   |   |   |   |   |
| **Résultat 4**  | Indicateur 4.1  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 4.2  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 4.3  |   |   |   |   |   |
| Produit 4.1  | Indicateur 4.1.1  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 4.1.2  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 4.1.3  |   |   |   |   |   |
| Produit 4.2  | Indicateur 4.2.1  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 4.2.2  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 4.2.3  |   |   |   |   |   |
| Produit 4.3  | Indicateur 4.3.1  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 4.3.2  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 4.3.3  |   |   |   |   |   |
| Produit 4.4  | Indicateur 4.4.1  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 4.4.2  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 4.4.3  |   |   |   |   |   |